



Information financière semestrielle au 30 juin 2017



TABLE DES MATIERES



Rapport semestriel d'activité	3
Etats financiers consolidés résumés	6
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	18

RAPPORT D'ACTIVITE



Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2017, les chiffres clés consolidés du Groupe sont les suivants en milliers d'euros :

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation en k€	Variation en %
Produits des activités ordinaires	81 405	85 621	-4 216	- 5 %
Résultat opérationnel courant (ROC)	3 376	937	2 438	260 %
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	760	-269	1 029	382 %
Résultat financier	202	-257	459	178 %
Impôts	-315	-368	53	14 %
Résultat net total	4 021	42	3 979	9 506 %

Variation : « - » : dégradation et « + » amélioration

Fait Marquant

Modification de la structure de distribution à Hong Kong et aux Etats Unis : dans le cadre du plan stratégique, la distribution des marques Lafuma et Millet via nos magasins à Hong Kong, a été arrêtée fin février 2017, et celle aux Etats Unis a été modifiée, engendrant une réduction de chiffre d'affaires de 2,6 m€ sur la période.

Rapport semestriel d'activité

L'environnement sur nos principaux marchés reste un défi, particulièrement sur le réseau de distribution en magasins (retail) pour l'activité textile. Les « centres de marques » restent un réseau de distribution attractif, et le commerce en ligne (e-commerce) se développe fortement sur un marché globalement stagnant.

Le groupe Lafuma met en œuvre son plan stratégique, en se concentrant sur le développement de ses marques et sur les besoins de ses clients, créant ainsi les bases d'une croissance durable et rentable. Avec de réelles innovations, le Groupe veut susciter des achats d'impulsion et conserver l'attractivité de ses marques.

Le Groupe voit les défis liés à l'environnement comme des opportunités de développement.

Forte croissance du Résultat Opérationnel Courant (ROC), malgré une diminution des ventes

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 s'établit à 81,4 millions d'euros (ci-après m€), en diminution de 4,2 m€ (4,9%). Retraité de l'effet de la fermeture de Hong Kong et de la modification de distribution aux Etats Unis, la baisse de chiffre d'affaires aurait été de 1,6 m€ soit 2%.

La distribution sur le premier semestre 2017 est réalisée à 80% par le réseau « wholesale » (grossistes) contre 78% au premier semestre 2016 et à 20% par le réseau « retail » comprenant les boutiques, les magasins dits « d'usine » et le e-commerce. Le chiffre d'affaires du e-commerce est en croissance de 29%.

La saisonnalité des activités reste similaire aux exercices précédents : le **pôle Mobilier** est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients, avec en particulier le mobilier de jardin qui effectue la majorité de ses ventes au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année. A l'inverse, la marque Eider du **pôle Montagne**, fortement positionnée sur le ski, réalisera la majeure partie de son chiffre d'affaires au second semestre.

Activité par pôles

La stabilisation de l'organisation et les décisions stratégiques prises commencent à apporter leurs fruits au **pôle Montagne**. Les investissements faits dans l'organisation des ventes et sur les marchés étrangers se traduisent par un accroissement des ventes sur les marchés germanophones et japonais, cependant masqué par les actions de restructuration aux Etats Unis et à Hong Kong et par l'arrivée tardive de l'hiver 2016-2017. Les ventes du **pôle Montagne** sont en décroissance de 3,7 m€ (-9%) soit -2,5% après retraitement des effets des décisions prises aux Etats Unis et à Hong Kong. La contribution opérationnelle s'établit à 15,2% du chiffre d'affaires, passant de 4,5 m€ (11%) à 5,6 m€ (15,2%), démontrant les effets positifs des actions de développement de la marge brute et de maîtrise des coûts.

Sous les effets contraires d'une stratégie claire de développement à l'international et de nouveaux produits répondant à de nouveaux marchés, et des répercussions en 2017 de l'été 2016 trop froid (les revendeurs avaient conservé trop de stock), le **pôle Mobilier** voit son chiffre d'affaires se réduire de 2,3% (-0,7 m€) à 30,6 m€. La chaleur de l'été 2017 devrait aider le **pôle Mobilier** à compenser cette baisse au second semestre par des commandes de réassort plus importantes et par la progression des ventes en ligne. La marge de contribution opérationnelle se réduit de 35,7% en 2016 à 35,2% en 2017, et s'établit à 10,8 m€.

Le **pôle Surf** qui réalise 95% de son chiffre d'affaires en France, continue de progresser, et montre des résultats prometteurs au semestre. La croissance des ventes directes via nos magasins ou notre site internet, ainsi que des commandes de réassort porte le chiffre d'affaires à 13,7 m€, en progression de 6,4% sur le premier semestre 2017. Les bonnes conditions météorologiques ont aidé au développement du chiffre d'affaires, et le contrôle continu des coûts et les actions de développement de la marge brute ont contribué à l'atteinte d'une contribution opérationnelle de 3,1 m€ (22,5%) en progression de 0,4 m€. Le carnet de commandes en croissance sur les 4 dernières saisons permet au **pôle Surf** de conforter cette tendance positive.

Performance

Le profit opérationnel courant s'établit à 3,4 m€ en amélioration de 2,4 m€ par rapport à la même période de l'année 2016, reflétant les mesures d'amélioration de la marge opérationnelle et de maîtrise des charges. Les autres produits opérationnels s'élèvent à 0,8 m€ contre une charge de 0,3 m€ en 2016.

Le produit financier de la période s'établit à 0,2 m€ contre une perte de 0,3 m€ en 2016.

La charge d'impôt de 0,3 m€ correspond essentiellement à la charge de CVAE.

Le résultat net total est en amélioration de 4,0 m€ et s'établit à un profit de 4 021 milliers d'euros.

Structure financière saine et stable

Au 30 juin 2017, les capitaux propres du groupe s'élèvent à 66,0 m€, en dégradation de 0,4 m€ par rapport à fin 2016, essentiellement expliquée par les effets contraires du profit de la période s'élevant à 4,0 m€ et de la comptabilisation en résultat global d'écritures techniques de variation de la juste valeur des instruments de couverture pour -4,3 m€.

La trésorerie nette disponible à fin juin 2017 s'élève à 20,9 m€, en amélioration de 13,6 m€ par rapport au 31 décembre 2016, du fait des flux générés par l'activité pour 14,7 m€, dont 10,0 m€ provenant de l'amélioration du BFR, en ligne avec la saisonnalité, et les opérations de déstockages effectuées fin 2016.

Le total des actifs consolidés s'élève à 110,3 m€ au 30 juin 2017, en baisse de 1,3 m€ par rapport à la clôture annuelle au 31 décembre 2016. La structure financière du Groupe est solide, et les financements en place adaptés à l'activité.

Perspectives pour la fin de l'exercice

Aucune modification significative du cadre économique n'étant attendue au cours des mois à venir, le contexte restera un défi au second semestre.

Néanmoins, le modèle du Groupe, qui s'appuie sur un portefeuille de marques fortes, autonomes au plan opérationnel et équilibré en termes de risques, fera ses preuves à court terme.

Le Groupe confirme ses perspectives de ventes pour la fin d'année. Les ventes 2017 sont attendues en légère baisse par rapport à 2016, en conséquence des décisions de restructuration de la distribution aux Etats Unis et à Hong Kong et en tenant compte de la situation toujours complexe en Europe. A l'année, Lafuma s'attend néanmoins à un résultat opérationnel en progression par rapport à 2016.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES



Compte de résultat consolidé

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire). Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les totaux affichés.

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Produit des activités ordinaires	2.1	81 405	85 621
Achats consommés		-34 184	-36 670
Autres achats et charges externes		-19 927	-21 333
Charges de personnel		-21 216	-22 739
Impôts et taxes		-943	-989
Dotations aux amortissements		-1 445	-1 698
Dotation / reprise de provisions		262	-291
Autres produits et charges d'exploitation	3.1	-577	-963
Résultat opérationnel courant		3 376	937
Autres produits et charges opérationnels	3.2	760	-269
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		4 136	668
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels affectés	6.1	0	0
Résultat opérationnel		4 136	668
Produit de trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		-19	-52
Coût de l'endettement financier net		-19	-52
Autres produits et charges financiers		220	-206
Quote part du résultat net des entreprises associées		0	0
Résultat avant impôts		4 336	410
Impôts	4	-315	-368
Résultat net après impôts des activités poursuivies		4 021	42
Résultat des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées			
Résultat net total		4 021	42
Part revenant aux minoritaires		37	-5
Résultat net total (part du Groupe)		3 983	47
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	5	0,56	0,01
Résultat net dilué par action (part du Groupe), en euros	5	0,56	0,01

Etat du résultat global consolidé

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net de la période		4 021	42
Juste valeur des instruments dérivés		-4 340	-1 323
Ecart de conversion		520	59
Couverture d'investissements à l'étranger		-429	217
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		1 590	369
Limitation des impôts liés aux autres éléments du résultat global		-1 590	-369
Sous total des éléments recyclables en résultat		-4 250	-1 047
Ecart actuariel sur engagements de retraite		37	-10
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		-3	3
Limitation des impôts différés		3	-3
Sous total des éléments non recyclables en résultat		37	-10
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-4 213	-1 057
Résultat global total		-192	-1 015
Part revenant aux actionnaires de la société mère		-222	-1 028
Part revenant aux actionnaires minoritaires		30	13

Bilan consolidé

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2017 et l'exercice clos au 31 décembre 2016

<i>Actif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016
Immobilisations incorporelles		9 646	9 661
Immobilisations corporelles		7 809	7 951
Autres actifs financiers non courants		3 419	4 212
Actifs d'impôts différés		500	500
Autres actifs non courants		0	0
Actifs non courants		21 374	22 324
Stocks et en cours	7.1	33 855	41 659
Créances clients	7.2	21 348	24 483
Actifs d'impôt exigible		3 921	5 440
Créances fiscales et sociales		3 720	2 773
Autres créances et actifs courants		3 678	6 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	22 351	8 431
Actifs courants		88 881	89 160
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Actif		110 255	111 484

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2017 et l'exercice clos au 31 décembre 2016

<i>Passif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016
Capital social		56 885	56 885
Primes		59 030	59 030
Réserves consolidées		-51 873	-46 191
Ecart de conversion		-1 586	-1 690
Résultat de l'exercice		3 983	-1 180
Capitaux propres – part du Groupe		66 440	66 854
Intérêts minoritaires		-430	-471
Capitaux propres		66 010	66 383
Provisions pour risques et charges – part à long terme		3 859	4 193
Dettes financières à long terme		0	0
Passifs d'impôt différé		98	133
Autres passifs non courants		727	0
Passifs non courants		4 684	4 326
Provisions pour risques et charges – part à court terme		1 981	3 085
Dettes financières à court terme	8.1	1 480	1 199
Dettes fournisseurs		16 672	17 217
Passifs d'impôt exigible		3	108
Dettes fiscales et sociales		9 900	9 618
Autres dettes et passifs courants		9 526	9 546
Passifs courants		39 562	40 775
Passifs liés aux actifs non courants et à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Passif		110 255	111 484

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net consolidé des activités poursuivies		4 021	42
Incidence des sociétés mises en équivalence		0	0
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		834	1 962
Dotations et reprises de provisions - réorganisation		-712	-476
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		53	37
Résultats sur cession d'actifs, subventions		-5	120
Charges et produits calculés liés aux stock-options		78	45
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier net		-201	34
Charge d'impôt (yc impôts différés)		316	368
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats		4 384	2 133
Variation du BFR (yc dette liées aux avantages au personnel)		9 965	4 658
Impôt versé		376	-218
Flux net de trésorerie généré par l'activité		14 724	6 571
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-1 366	-2 081
Acquisition d'immobilisations financières		-41	-149
Variation des autres actifs non courants		0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		7	321
Cessions d'immobilisations financières		429	211
Incidence des variations de périmètre		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-972	-1 699
Augmentation de capital (yc stock-options)		0	0
Acquisition et vente d'actions propres		0	0
Nouveaux emprunts		0	0
Variation des comptes courants d'actionnaires		0	0
Remboursements d'emprunts		0	0
Intérêts financiers nets versés		-6	-2
Dividendes distribués		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-6	-2
Impact de la variation des taux de change		-105	33
Flux nets liés aux activités cédées, en cours de cession ou abandonnées		0	0
Variation de la trésorerie nette		13 641	4 904
Augmentation ou diminution de la trésorerie			
Trésorerie en début d'exercice	8.1	7 232	5 361
Trésorerie en fin d'exercice	8.1	20 873	10 265
Variation de la trésorerie nette		13 641	4 904

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Prime	Titres auto détenus	Résultats en capitaux propres	Réserves et résultats conso	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2016	56 885	59 030	-103	1 236	-50 194	66 854	-471	66 383
Opérations sur capital								
Opérations sur titres d'auto contrôle								
Juste valeur options d'achat d'actions					78	78		78
Dividendes versés								
Résultat de l'exercice					3 983	3 983	37	4 021
Résultats enregistrés directement en capitaux propres								
Juste valeur des instruments financiers				-4 340		-4 340		-4 340
Ecart actuariels sur retraites				37		37		37
Ecart de conversion				105		105	-14	92
Variation de périmètre et de % d'intérêt								
Autres variations					-278	-278	18	-260
Au 30 juin 2017	56 885	59 030	-103	-2 962	-46 411	66 440	-430	66 010

Notes annexes aux comptes consolidés

Lafuma est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C. Depuis le 29 janvier 2016, les titres de Lafuma SA sont cotés au fixing. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Lafuma ». Le siège social de la société est situé à Annecy-le-Vieux, 3, impasse des prairies.

Créé en 1930, le groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin). Les marques de diffusion sont Millet, Eider, Lafuma, Lafuma Mobilier et Oxbow.

En date du 24 juillet 2017, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Lafuma pour le semestre se terminant le 30 juin 2017.

1 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Lafuma sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2017.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés arrêtés au 30 juin 2017 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire".

Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatives et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016. Ces états financiers sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-lafuma.com

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe.

Référentiel

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables à partir de l'exercice 2017.

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne non appliqués par anticipation par le groupe Lafuma

- IFRS 15 « produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » : applicable au 1^{er} janvier 2018. L'application de la norme IFRS 15 n'aura pas d'incidence significative sur le résultat net du groupe Lafuma. L'application de la norme aboutira à un reclassement de « autres produits et charges d'exploitation » vers « produits des activités ordinaires ». Si la norme avait été appliquée au 31 décembre 2016, les « produits des activités ordinaires » et les « autres charges d'exploitation » auraient été réduits de 73 milliers d'euros, et de 86 milliers d'euros au 30 juin 2017.
- IFRS 9 « instruments financiers » : applicable au 1^{er} janvier 2018.

Normes, amendements et interprétations non encore entrés en vigueur, au sein de l'Union européenne.

Textes non encore adoptés par l'Union européenne. Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, listés ci-après, sont applicables selon l'IASB aux dates spécifiées.

(*) A noter que certains textes sont d'application attendue au 1^{er} janvier 2017 et souffrent d'un retard d'adoption par l'Union européenne. Il est toutefois probable que leur adoption ait un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017.

- Amendement à IAS 12 : « comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » : applicable au 1^{er} janvier 2017 (*).
- Amendements à IAS 7 « initiatives concernant les informations à fournir » : applicable au 1^{er} janvier 2017 (*).
- Amendement à IFRS 12 « clarification du champ d'application » : applicable au 1^{er} janvier 2017 (*).
- Améliorations annuelles des normes IFRS cycles 2014-2016 : applicable au 1^{er} janvier 2017 (*).
- Clarification à IFRS 15 : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou co-entreprise » : date d'application reportée
- IFRS 16 « leases » : applicable au 1^{er} janvier 2019
- Amendements à IFRS 2 « paiement fondé sur des actions » : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- Amendements à IFRS 4 « appliquer la norme IFRS 9 Instruments Financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance » : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- Amendement à IAS 28 « exemption d'application » : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- IFRIC 22 « transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée » : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- Amendement à IAS 40 « transfert des immeubles de placement » : applicable au 1^{er} janvier 2018.
- IFRIC 23 « incertitude relative aux traitements fiscaux » : applicable au 1^{er} janvier 2019.
- IFRS 17 « contrats d'assurance » : applicable au 1^{er} janvier 2021.

Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les estimations concernent plus particulièrement la dépréciation des actifs non courants, des stocks, des créances clients, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraites et assimilés.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

2 SECTEURS OPERATIONNELS ET SAISONNALITE

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président, Directeur-général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

En liaison avec ses trois pôles, la direction du Groupe présente les secteurs suivants :

- Montagne : secteur qui regroupe toutes les activités relatives aux marques Lafuma (partie Outdoor), Eider et Millet
- Mobilier : secteur qui regroupe la production et la distribution des produits Lafuma Mobilier
- Surf : secteur qui regroupe la distribution des produits Oxbow
- Corporate : secteur qui enregistre les activités Corporate du Groupe

2.1 Informations par pôle d'activité

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2016

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	40 809	31 334	12 857	620	85 620
Contribution opérationnelle	4 471	11 172	2 655	341	18 639
Coûts opérationnels non alloués					-17 971
Résultat opérationnel					668
Produits et charges financiers					-258
Résultat avant impôts					410
Résultat des activités cédées, en cours de cession					
Dotations aux amortissements	-1 169	-433	-96	0	-1 698
Investissements	1 491	653	35	1	2 180

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2017

<i>En milliers d'euros</i>	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	37 123	30 598	13 684	0	81 404
Contribution opérationnelle	5 624	10 759	3 082	0	19 465
Coûts opérationnels non alloués					-15 330
Résultat opérationnel					4 136
Produits et charges financiers					201
Résultat avant impôts					4 336
Dotations aux amortissements	-1 017	-336	-93		-1 445
Investissements	966	377	24	0	1 367

La direction du groupe Lafuma analyse les performances des divers secteurs opérationnels au niveau de la contribution opérationnelle, celle-ci étant définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues, les coûts des ventes (incluant les coûts de location des magasins) et les coûts marketing.

Les coûts opérationnels non alloués sont constitués des coûts de développement des produits, des coûts logistiques et informatiques, des charges administratives et Groupe, des coûts liés aux bâtiments non commerciaux, ainsi que des autres charges et produits opérationnels.

2.2 Saisonnalité

Saisonnalité de l'activité :

- Le secteur **Mobilier** du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients ; en particulier l'activité de mobilier de jardin où la majorité des ventes se fait au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les six premiers mois de l'année.
- A l'inverse le secteur **Montagne** affiche une période de vente plus forte en seconde partie de l'année. Les coûts étant relativement linéaires, le premier semestre se trouve pénalisé en termes de résultat.

3 RESULTAT OPERATIONNEL

3.1 Autres produits et charges d'exploitation

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

En milliers d'euros	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges sur actifs immobilisés	-1	7	5	-441	321	-120
Produits et charges sur actifs circulants	-444	412	-33	-1 490	1 276	-214
Autres produits et autres charges	-1 118	569	-549	-1 226	596	-629
Total	-1 564	987	-577	-3 156	2 193	- 963

3.2 Autres produits et charges opérationnels

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

En milliers d'euros	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Autres produits et charges non récurrents	-52	506	453	-1 287	906	-381
Restructurations	-563	870	307	-364	476	112
Total	-615	1 375	760	-1 651	1 382	- 269

4 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au titre du semestre clos le 30 juin 2017, la charge d'impôt de 315 milliers d'euros, est constituée de la charge de CVAE pour 380 milliers d'euros, nette d'un produit d'impôt de 65 milliers d'euros.

5 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2017

	30 juin 2017	30 juin 2016
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	7 110 669	7 110 669
- nombre pondéré d'actions émises au cours de l'exercice		
> augmentation de capital		
> paiement de dividendes en actions		
> exercice des stocks options		
> titres d'auto-contrôle	-8 294	-8 294
Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution	7 102 375	7 102 375
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions moyen pondéré sur l'exercice	7 102 375	7 102 375
- bons de souscription d'actions		
- options de souscription d'actions		
Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution	7 102 375	7 102 375
Economie nette d'impôt de frais financiers sur investissements dilutifs (en milliers d'euros)		
Résultat dilué par action (part du Groupe), en euros	0,56	0,01
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	0,56	0,01

6 ACTIFS NON COURANTS

6.1 Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base de business plans validés par le management une fois par an. Au 30 juin 2017, le Groupe n'a relevé aucun indice de perte ou de reprise de valeur. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené.

7 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

7.1 Stocks et en-cours

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2017 et l'exercice clos au 31 décembre 2016

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Matières premières	5 190	4 561
Dépréciation des matières premières	-1 661	-1 567
Produits et travaux en-cours	1 795	2 340
Dépréciation des en-cours	0	0
Produits finis et marchandises	36 025	44 320
Dépréciation des produits finis et des marchandises	-7 495	-7 995
Stocks et en-cours nets	33 855	41 659

7.2 Créances clients

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2017 et l'exercice clos au 31 décembre 2016

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Créances clients et comptes rattachés	24 309	27 893
Dépréciation des créances douteuses	-2 961	-3 410
Créances clients nettes	21 348	24 483

8 DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

8.1 Dettes financières nettes

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2017 et l'exercice clos au 31 décembre 2016

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Disponibilités et équivalents	22 351	8 431
<i>Dont disponibilités</i>	22 351	8 431
<i>Dont placements à court terme</i>	0	0
Trésorerie passive	1 478	1 199
Trésorerie nette	20 873	7 232

9 AUTRES INFORMATIONS

9.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont comparables en nature et en montants à ceux de la clôture du 31 décembre 2016.

9.2 Parties liées

La société Lafuma est contrôlée par la société CALIDA Holding AG. Au 30 juin 2017, CALIDA Holding AG détient 71,55 % du capital de Lafuma SA et 71,63 % des droits de vote.

Le Groupe bénéficie du conseil de la société CALIDA Management AG avec laquelle une convention de management a été conclue le 24 février 2014. Le montant estimé des prestations 2017, validé par le Conseil d'administration, s'élève à 2,2 m€.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2016 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou par son montant, n'est intervenue au cours de la période.

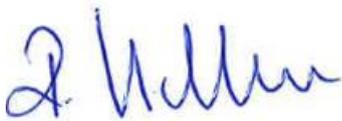
9.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu entre la date de clôture et le 24 juillet 2017, date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par la Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy-le-Vieux, le 24 juillet 2017



Reiner PICHLER
Président, Directeur-Général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Lafuma SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 25 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet
Associé

Sylvain Lauria
Associé